

# Brexit aidant, l'UE perd patience avec la Suisse

VOISINAGE Bruxelles presse Berne d'approuver l'accord de coopération tout juste conclu

► La Commission européenne ne proroge que pour six mois la reconnaissance des opérateurs boursiers suisses.

► La menace est à peine voilée : acceptez l'accord, ou sinon...

Lundi matin, le commissaire européen qui s'exprimait en salle de presse débitait un air connu : « C'est un bon accord, où les deux parties ont fait des concessions. Pour nous, les négociations sont bouclées. La porte s'est refermée, peut-être n'est-elle pas verrouillée. Nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir. Et nous espérons que cet accord sera accepté. »

Brexit ? Que nenni ! A l'ombre de la négociation avec le Royaume-Uni qui affole les médias et les réseaux sociaux, c'est une autre négociation qui vient d'aboutir entre l'UE et l'un de ses premiers partenaires économiques, mais qui semble promise à un rejet par le pays en question : la Suisse. L'accord institutionnel entre l'Union et la Confédération helvétique, destiné à terme à moderniser et structurer les quelque 120 accords bilatéraux qui lient les deux partenaires depuis une vingtaine d'années, a été récemment bouclé après cinq ans de négociation. Mais en renonçant à parapher cet accord et en annonçant qu'il allait le soumettre à une consultation interne sans l'endosser au préalable, le Conseil fédéral (gouvernement) suisse a sérieusement fâché la Commission européenne.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : après avoir vanté comme indiqué plus haut l'accord sur lequel les Suisses font la fine bouche, le commissaire à la Politique de voisinage Johannes Hahn a annoncé que la Commission

va proposer de ne proroger que pour six mois, jusqu'à fin juin prochain, la reconnaissance de l'équivalence des bourses suisses. Une mesure essentielle pour ces dernières, comme l'est la réciprocité helvétique, et qui permet aux opérateurs suisses d'agir sur les marchés européens et aux Européens sur la place financière suisse. « Vous avez peut-être l'impression que nous exerçons une pression sur nos partenaires suisses, loin de nous cette idée », commentait M. Hahn. En réalité tout le monde a parfaitement compris que c'est précisément l'objectif de cette mesure, que la Commission avait déjà prise pour un an, à la même période de l'an passé. (Le titre de l'article du *Soir* était resté dans les mémoires : « Bruxelles appuie la Suisse où ça fait mal : les Bourses »)

Pourquoi l'accord institutionnel bouclé suscite-t-il la moue, et c'est peu dire, côté helvétique ? Principalement parce qu'il ne va pas assez loin aux yeux des Suisses pour protéger leur marché du travail contre le « dumping » européen, qui résulterait de la reprise par la Confédération de la législation sociale de l'UE. C'est que les salaires suisses sont deux à trois fois supérieurs aux salaires européens, ce à quoi les citoyens de la Confédération –

mais aussi 1,3 million d'Européens qui y travaillent – tiennent comme à la prunelle de leurs yeux. Or, et ce dossier est exemplatif de la vision de l'UE sur sa relation avec la Suisse, les Européens veulent progressivement réduire les situations d'exception dont bénéficie ce pays par rapport aux règles qui s'appliquent aux Etats membres de l'UE.

Du point de vue suisse par contre, l'extension progressive de la libre circulation des citoyens – la Suisse a adhéré à l'espace Schengen – a été acceptée sur base d'un échange tacite : on prend la liberté de circulation, mais on protège nos salaires élevés. Autre secteur où l'UE veut niveler la réalité helvétique au niveau du Marché unique européen : les aides d'Etat. Tout cela au nom de l'équité et de la concurrence loyale, principes fondamentaux de l'UE.

Alors que l'UE s'est montrée traditionnellement patiente et conciliante avec ce pays qui est son troisième partenaire commercial, « le Brexit n'a pas été une bonne affaire pour nous », reconnaît une source suisse. Dès 2012, le précédent président de la Commission Jose-Manuel Barroso avait annoncé aux dirigeants de Berne la fin de la voie bilatérale, une méthode pragmatique de rapprochement qui s'est imposée après le rejet par la population d'une entrée de la Suisse dans l'Espace économique européen. (Qui lie la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein au Marché unique de l'UE.) Mais avec le Brexit et son impact existentiel,

une UE mal récompensée de ses éternels accommodements avec Londres, Bruxelles s'est raidie. « Concluons avant que nous ne concluions le Brexit, plus le temps passe, et plus ce sera diffi-

cile », a argumenté en substance Jean-Claude Juncker auprès des interlocuteurs suisses depuis un an, les Européens ayant le sentiment que Berne jouait la montre.

Mais la pression européenne croissante, outre qu'elle a souvent l'effet inverse sur les Suisses qui ont l'impression qu'ils font les choses méthodiquement mais toujours dans le bon sens, ne manque pas de les vexer : « Les Européens traitent aussi mal celui qui veut se rapprocher, que celui qui les envoie paître », confie une source helvétique en référence au Brexit.

Jean Russotto, un avocat helvétique travaillant à Bruxelles, met en garde : « L'UE risque de ne pas montrer d'empressément à renégocier ou prolonger des accords extrêmement importants pour la Suisse, comme la coopération en matière de recherche ou l'accord sur l'électricité. Il y aura des conséquences pas très agréables [si on ne conclut pas l'accord institutionnel]. Mais il est aussi impossible aux parties prenantes suisses de ne pas poser une myriade de questions sur cet accord ». La perspective des élections législatives de l'an prochain ne facilitera d'ailleurs pas les choses. Alors que le plus grand parti, le CDC populiste de Christoph Blocher, est traditionnellement opposé au rapprochement avec l'UE, il a maintenant été rejoint, sur fond de la protection du marché du travail, par le parti socialiste... « L'horizon d'une conclusion commence à devenir lointain, ce qui est très ennuyeux », conclut Jean Russotto. Avec cette question essentielle, et qui fait à nouveau tellement écho au Brexit : laquelle des deux parties pourrait assumer avec l'échec un coup d'arrêt à la coopération ? ■

JUREK KUCZKIEWICZ

# Le « no deal » kamikaze de Theresa May

ROYAUME-UNI Pour la Banque d'Angleterre, le coup porté à l'économie britannique sera plus important que la crise financière de 2008

## LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

**J**eremy Corbyn, chef de file de l'opposition travailliste (Labour), a déposé lundi une motion de défiance contre la Première ministre Theresa May au parlement britannique. L'opposition ne pourra pas faire tomber la cheffe de gouvernement de la sorte. Mais c'est que Theresa May est prête à effectuer un saut dans le vide le 29 mars prochain et à entraîner avec elle les 66 millions d'habitants que compte le pays. « *Moi ou le chaos* », telle semble être la devise de la Première ministre britannique. A près de 100 jours de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'UE, cette attitude devient de plus en plus déraisonnable. Car la grande dépendance dans laquelle se trouve le Royaume-Uni à l'égard du continent rend le pays extrêmement vulnérable à une sortie sans accord de l'Union européenne et aucune des mesures prises par le gouvernement n'est en mesure d'amortir l'onde de choc sismique que produirait un éventuel « *no deal* ».

Un rapport publié par la Banque d'Angleterre fin novembre estime que le coup porté à l'économie britannique risque d'être plus important encore que l'impact de la crise financière de 2008. Or, le Royaume-Uni ne s'est pas remis de la récession provoquée par la quasi-faillite du

système bancaire il y a dix ans. Les emplois sont davantage précaires et moins bien payés. En moyenne, les salaires réels restent inférieurs à leur niveau de 2008. Et l'austérité budgétaire mise en œuvre en 2010 par le gouvernement de David Cameron a provoqué des ravages au sein de la société.

Entre mars 2017 et mars 2018, le plus grand réseau de banques alimentaires du pays a distribué 13 % de colis en plus. Dans les régions où la très controversée réforme des allocations sociales est entrée en vigueur, les demandes d'aide enregistrées par le Trussel Trust ont explosé de 52 %.

### « Une grande misère »

Le nombre de personnes sans domicile fixe est aussi en forte hausse. Depuis 2011, le nombre d'enfants logés dans des hébergements d'urgence a augmenté de 80 %. « *Il y a dix ans, leur nombre était si faible que les ONG spécialisées dans le mal logement se concentraient sur la lutte contre l'entassement* (des familles dans des logements permanents, NDLR) », rappelle le géographe Danny Dorling dans la *London Review of Books*.

Il y a un mois, au terme d'un séjour de deux semaines, Philip Alston, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, a

conclu que le gouvernement avait imposé « *une grande misère* » à ses habitants par le biais de mesures « *punitives, mesquines et lâches* ». Réponse d'Amber Rudd, la ministre du Travail et des Retraites : le rapport est « *extraordinairement politique* » et « *complètement déplacé* ». C'est à peu près la même réponse que le ministre du Logement de l'époque avait faite il y a quatre ans à un rapport de l'ONU qui demandait la suppression de la « *bedroom tax* », la taxe sur les chambres à coucher qui oblige les locataires de logements sociaux à payer une taxe pour chaque chambre jugée surnuméraire par l'administration.

Le gouvernement pousse le déni jusqu'à se désintéresser de la hausse de la mortalité enregistrée ces dernières années et du recul de l'espérance de vie des populations les plus pauvres. Dans ce contexte, la menace d'une sortie sans accord de l'UE proférée régulièrement par Theresa May n'a rien d'une aberration. La Première ministre est déterminée à mettre fin à la libre circulation des travailleurs européens, quel qu'en soit le coût pour le Royaume-Uni. De toute façon, la politique des conservateurs est depuis longtemps déconnectée des intérêts vitaux d'une bonne partie des Britanniques. ■

AMANDINE ALEXANDRE